

Mot des coéditeurs

Claude Julie Bourque et Schallum Pierre

Étroitement liée au champ du travail, la formation technique et professionnelle (FTP) est généralement intégrée aux systèmes éducatifs nationaux selon trois types d'offres : les formations de base au niveau secondaire pour les jeunes apprentis de différents métiers comme la maçonnerie ou la mécanique automobile, les formations de niveau secondaire supérieur ou postsecondaire plus spécialisées offrant des qualifications pour des secteurs d'emplois techniques comme l'électricité ou l'informatique, et enfin la formation professionnelle continue (ou le perfectionnement professionnel) accessible aux adultes.

En Haïti, la FTP relève de l'Institut national de formation professionnelle (INFP) créé en 1973. Sa mission est de mettre en place le système national de formation professionnelle dans le but d'améliorer la productivité de l'économie haïtienne en établissant des partenariats avec les secteurs d'exécution et les entreprises. Ses responsabilités sont la détermination des besoins en main-d'œuvre, la formulation de politiques publiques, la formation des formateurs, le développement de programmes et de matériel pédagogique, l'orientation professionnelle, l'encadrement du secteur informel, le contrôle de la qualité des opérateurs privés et la prestation directe de services de formation. À l'échelle nationale, l'INFP gère un réseau de 138 centres dont 17 sont publics, 17 sont subventionnés et 104 sont privés. Les programmes de formation offrent des qualifications de trois niveaux différents :

- Ouvrier semi-qualifié (fonction d'aide dans un métier) : programmes courts de 900 heures (après la 6^e année fondamentale) ;
- Ouvrier qualifié (fonction d'ouvrier semi-autonome) : programmes de 1 800 heures sur deux ans dans un établissement d'enseignement professionnel (après neuf années de scolarité) ;
- Technicien (professionnel autonome) : programme de 1 800 heures sur deux ans dans un établissement d'enseignement technique (EET) (après 11 années de scolarité).

Les métiers qui sont enseignés dans ces programmes touchent divers secteurs d'emploi dont certains reflètent des spécificités du marché du travail haïtien : construction, hôtellerie et restauration, tourisme, agriculture, coupe et couture, restauration et protection du patrimoine, art et artisanat, milieu hospitalier et santé, bureau-tique, secrétariat, informatique, etc.

La réflexion sur la FTP suscite de nombreuses questions dont la première porte sur la vision qui est à la base de sa conception et de ses finalités. Sur le plan pédagogique, plusieurs modèles sont développés, dont le système dual et l'approche par compétences (APC). L'Allemagne et la Suisse sont connues pour l'efficacité de la formation duale. Visant la qualification des jeunes à l'école et en entreprise, ce modèle attire l'attention autant des économies émergentes que des grandes économies¹. D'origine étatsunienne, l'APC, qui est essentiellement fonctionnaliste, prévaut dans la formation professionnelle au Canada. Fortement axés sur les compétences, la performance et les résultats, ces programmes sont étroitement arrimés aux qualifications exigées par les différents corps de métiers et professions concernés. En d'autres termes, l'APC met « l'accent sur la démonstration du savoir plutôt que sur le savoir lui-même² ».

La deuxième question se rattache au développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) qui influencent les entreprises et par voie de conséquence la FTP. Comme le rappelle Yves Barou, dans *Apprendre pour demain*, face aux bouleversements du numérique qui transforment les métiers, il faut inventer une autre pédagogie et s'ouvrir au « mix-learning³ ». Autrement dit, il faut savoir prendre en compte « toutes les modalités de formation, en les combinant harmonieusement⁴ ». Quel est l'état de la question en Haïti ? Comment les TIC peuvent-elles prendre part à un renouveau de la FTP ?

La troisième question concerne la capacité de celle-ci à générer des emplois et à dynamiser l'économie. Dans ce cas, la FTP peut être vue comme un véritable outil de transformation socioéconomique et un moyen d'apporter des solutions concrètes à des besoins locaux et régionaux. Voilà pourquoi elle s'invite de plus en plus dans le débat public et la prise de décisions politiques dans plusieurs pays.

1. Voir à ce sujet Ann Hart, Sylvie (2016). « La formation duale de l'Allemagne et de la Suisse : caractéristiques qui étonnent et détonnent du point de vue nord-américain », *OCE – Observatoire compétences-emplois*, mars, vol. 6, n° 4, <http://www.oce.uqam.ca/article/la-formation-duale-de-lallemagne-et-de-la-suisse-caracteristiques-qui-etonnent-et-detonnent-du-point-de-vue-nord-americain/>, consulté le 20 mai 2017.

2. Boutin, Gérald (2004). « L'approche par compétences en éducation : un amalgame paradigmatique », *Connexions*, vol. 84, n° 81, <https://www.cairn.info/revue-connexions-2004-1-page-25.html>, consulté le 22 mai 2017.

3. Barou, Yves et un collectif Afpa (2016). *Apprendre pour demain : décodage des enjeux de la formation professionnelle*, Paris, Éditions des îlots de résistance, p. 7.

4. *Ibid.*

Ainsi deux événements importants ont-ils marqué l'histoire récente de la FTP en Haïti. En premier lieu, le 16 février 2017, le Parlement a voté le projet de loi⁵ sur la FTP. Grâce à cette loi, le Parlement entend harmoniser, rationaliser, orienter et structurer le système de la FTP. Par conséquent, il importe de déterminer dès maintenant les conditions dans lesquelles les liens doivent se définir entre la FTP et les partenaires nationaux et internationaux. En second lieu, le 28 avril 2017, un salon des métiers du numérique⁶ s'est tenu à Port-au-Prince. Organisée par le Haitian Caribbean Technology Council (HACARABETCH), cette activité visait à sensibiliser les jeunes, le milieu entrepreneurial et les professionnels d'Haïti sur les enjeux du numérique dans la FTP. Il appert que la tendance qui marque le développement des dernières années en FTP en Haïti s'inscrit dans les nouvelles manières de planifier l'offre de formation en fonction des besoins constatés et projetés de main-d'œuvre spécialisée à l'échelle régionale et nationale, comme au Québec, par exemple, où est de plus en plus appliqué le modèle de l'adéquation formation-emploi⁷.

Ce cahier thématique d'*Haïti Perspectives* tient compte de l'importance de ces changements et pourra alimenter le débat à leur sujet autour des six aspects de la FTP. Aspects qui sont traités dans les articles signés par des acteurs de premier plan de la FTP en Haïti. Dans «État des lieux de la formation professionnelle en Haïti», **Rony François**, directeur du Centre de technologie moderne d'Haïti, plante le décor. Il revient sur le contexte haïtien de la FTP en s'appuyant sur le système éducatif, le système national de la formation professionnelle et les besoins de l'économie. **Frédéric Innocent** présente «La répartition territoriale des centres, les personnes handicapées et le financement : trois grands défis pour la formation technique et professionnelle en Haïti». Les questions spécifiques soulevées par l'auteur qui travaille aussi à l'INFP participent d'une meilleure compréhension du système vu de l'intérieur.

5. Jeune, Jean Reynald (2017). «Vote du projet de loi sur la formation professionnelle, un pas dans la bonne direction...!», *Le National*, 24 avril, <http://www.lenational.org/vote-projet-de-loi-formation-professionnelle-bonne-direction/>, consulté le 18 mai 2017.

6. Le National (2017). «Salon des métiers du numérique: pari tenu», *Le National*, 4 mai, <http://www.lenational.org/salon-metiers-numeriques-pari-tenu/>, consulté le 18 mai 2017.

7. <http://adequation.inforoutefpt.org/introduction.asp>, consulté le 1^{er} juillet 2017.

Dans son article «Considérations critiques sur la gouvernance de la formation professionnelle au regard du Plan opérationnel 2010-2015», **Marcel Gabaud** s'interroge sur le contexte et l'environnement du Plan opérationnel 2010-2015. Dans la rubrique analyse, son article «Dans le sigle "MENFP", à quoi servent les lettres "F" et "P" ?», interroge le manque d'intérêt du ministère de tutelle pour la formation professionnelle et les conséquences qui en découlent. Blogueur et consultant en FTP, l'auteur présente son expérience qui peut tenir lieu de recueil de besoins en vue de solutions urgentes. Face aux problèmes posés, **Ronald Estrade**, lui-même enseignant-formateur, plaide en faveur du soutien aux nouveaux projets de formation des enseignants et formateurs dans son article «R&D en éducation : un travail collaboratif à encourager en FTP haïtienne».

Claude Julie Bourque et **Christian Duplan**, qui ont mené une enquête-intervention sur la formation technique et professionnelle dans le département du Sud-Est depuis 2012, présentent un portrait empirique détaillé de l'offre et de la gestion de la FTP à l'échelle régionale. Ils décrivent la variété de l'offre de formation et mettent en lumière les initiatives locales et régionales marquées par le succès. Ils proposent aussi sept enjeux liés à des problèmes de structures et de culture éducatives et proposent des voies de solution prometteuses axées sur les réseaux de proximité et le potentiel innovant haïtien.

Ce potentiel est aussi mis en lumière dans l'article «Que peuvent les ateliers de fabrication numérique (Fablabs) et le mouvement des makers pour la formation professionnelle en Haïti?» de **Schallum Pierre**. Membre d'EspaceLab, il propose le modèle du Fablab comme tiers-lieu ou communauté de pratique pour la réalisation de la mission de la formation professionnelle en lien avec le savoir-faire et le savoir-être.

Plusieurs chantiers de réflexion et d'action en FTP découlent des problèmes relevés dans le secteur et des pistes de solution qui s'enracinent dans le contexte haïtien. Il faut espérer que ces différentes contributions pourront susciter d'autres réflexions et propositions à la construction d'un système de formation technique et professionnelle authentiquement haïtien ou *natif natal*. ■